

71

Section de Saône et Loire

COMMUNIQUE DE PRESSE

Chalon sur Saône le 11/04/2015

Mesdames, Messieurs les journalistes

Le section Saône et Loire du syndicat national de Solidaires Finances Publiques souhaite vous rappeler qu'au niveau de la Direction Départementale des Finances Publiques 71 le taux de grève a été de 24,36%, soit un fonctionnaires sur quatre en grève comme cela a été aussi le cas au niveau national pour la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) avec près de 25 % de grévistes.

Cela démontre le malaise persistant au sein de la DGFIP avec la Démarche Stratégique qui continue de détruire les emplois. Il y a 10 ans, nous étions plus de 125 000 agents au sein des deux administrations nationales qu'étaient la Direction Générale des Impôts et la Direction Générale de la Comptabilité Publique. Aujourd'hui, les Impôts et le Trésor Public fusionnés au sein de la DGFIP ne représentent plus que 100 000 emplois environ. Pour notre département, c'est plus de 200 emplois qui ont été supprimés en 10 ans.

La DGFIP est la dernière grande administration nationale de réseau avec un maillage territorial au plus près des citoyens. Demain, avec l'accélération des fermetures de trésorerie et le tout internet, les Français auront face à eux des automates, des applications informatiques, des serveurs électroniques et des téléconseillers.

Les conséquence pour la Saône et Loire pourraient être la fermeture d'un gros tiers des trésoreries sur la trentaine que compte le département et principalement en milieu rural où la désertification avance à grands pas avec les regroupements scolaires, les créations de groupes territoriaux hospitaliers, les communautés d'agglomération à plus de 20 000 habitants, etc...

Bientôt cela va être la campagne de dépôts de déclarations de revenus pour l'IR 2015. Ce sont environ 35 000 contribuables du 71 qui vont venir rencontrer physiquement les agents des finances publiques saône et loiriens pour les aider à remplir leur déclaration. C'est peut être une des dernières campagnes où nos concitoyens pourront solliciter directement les représentants d'un grand service public de proximité. Avec l'annonce gouvernementale de développer l'obligation de déposer par Internet les déclarations de revenus pour les particuliers d'ici 2017-2020, c'est encore un lien qui risque de couper la population la plus fragile du reste de la société.

Solidaires Finances Publiques ne lâchera rien et tous ensemble : citoyens, fonctionnaires, nous devons réclamer le maintien d'un service public de proximité à taille humaine avec des vrais gens pour la justice fiscale et la justice sociale.

Pour nous contacter :

Patrice RUIZ : 06.84.36.04.30